

**ARRÊTÉ N°0019/MJDH/CAB DU 09 JANVIER 2026
PORTANT OUVERTURE D'UN CONCOURS PROFESSIONNEL D'ADMISSION EN
2027 AU CYCLE DE FORMATION DES CONTRÔLEURS DES ÉTABLISSEMENTS
PÉNITENTIAIRES DE L'ÉCOLE DU PERSONNEL PÉNITENTIAIRE DE L'INSTITUT
NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE (INFJ)**

**LE GARDE DES Sceaux, MINISTRE DE LA JUSTICE
ET DES DROITS DE L'HOMME,**

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la loi n°2023-892 du 23 novembre 2023 portant Statut Général de la Fonction Publique ;
- Vu** le décret n°2005-40 du 03 février 2005 portant création de l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) ;
- Vu** le décret n°2021-451 du 08 septembre 2021 portant organisation du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- Vu** le décret n° 2023-25 du 18 janvier 2023 portant nomination du Directeur Général de l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) ;
- Vu** le décret n° 2023-57 du 01 février 2023 déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) ;
- Vu** le décret n° 2023-813 du 16 octobre 2023 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu** le décret n°2023-814 du 17 octobre 2023 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n°2023-1023 du 27 décembre 2023 et n°2025-547 du 1^{er} juillet 2025 ;
- Vu** le décret n°2023-820 du 25 octobre 2023 portant attributions des membres du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1 : Il est organisé, les **20 et 21 juin 2026**, le concours professionnel d'admission en 2027, au cycle de formation des Contrôleurs des Etablissements Pénitentiaires de l'Ecole du Personnel Pénitentiaire de l'Institut National de Formation Judiciaire.

Les dispositions du présent arrêté, complétées par celles du guide des concours de l'INFJ, règlent ledit concours.

Article 2 : Peuvent faire acte de candidature les personnes des deux sexes remplissant les conditions ci-après :

1. être âgé de **50 ans au plus** à la date du 31 décembre 2026 ;
2. avoir occupé pendant trois (03) au moins, à la date de l'arrêté d'ouverture du concours, l'emploi d'Agent d'Encadrement des Etablissements Pénitentiaires ;

3. n'avoir pas fait l'objet de sanction disciplinaire autre que l'avertissement ou le blâme au cours des trois (03) dernières années de service.

Article 3 : L'inscription au concours se fait sur le site de l'INFJ : www.infj.ci, dans la période allant du **19 janvier au 1^{er} mars 2026 inclus**.

Le dépôt des dossiers est prévu du **10 mars au 10 avril 2026, délai de rigueur**.

Article 4 : Le dossier de candidature comprend les pièces suivantes :

1. une demande manuscrite de candidature établie sur papier libre adressée à Monsieur le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme précisant l'adresse exacte du candidat ;
2. un extrait d'acte de naissance de moins de six (06) mois de date ;
3. l'arrêté de nomination dans l'emploi d'Agent d'Encadrement des Etablissements Pénitentiaires ;
4. un certificat de prise de service en qualité d'Agent d'Encadrement des Etablissements Pénitentiaires, établissant que le candidat compte à la date de l'arrêté d'ouverture du concours, trois (03) années de service effectif dans ledit emploi ;
5. une attestation de non sanction disciplinaire délivrée par la Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines (DSJRH) ;
6. une fiche de candidature ;

Article 5 : Au moment de l'inscription, le candidat s'acquitte des frais suivants :

- droit d'inscription : **22.000 FCFA** ;
- pochette : **5.000 FCFA** ;
- prise de vue : **2.500 FCFA**.

Les frais ne sont pas remboursables

Article 6 : La liste des candidats autorisés à concourir est publiée par affichage à l'INFJ et sur le site internet : www.infj.ci au plus tard l'avant-veille du début des épreuves. Les épreuves du concours se déroulent aux lieux et horaires indiqués par le Directeur Général de l'INFJ.

Les candidats se présentent au centre de composition, une heure avant le début de chaque épreuve, munis uniquement d'une pièce d'identité et de leur convocation.

Article 7 : Les membres des jurys d'admissibilité et d'admission définitive sont nommés par arrêté du Ministre en charge de la justice, sur proposition du Directeur Général de l'INFJ.

Article 8 : Le concours comporte :

1. des épreuves écrites d'admissibilité ;
2. une épreuve orale d'admission définitive.

Article 9 : Les épreuves écrites d'admissibilité sont les suivantes :

1. une **étude de texte**, d'une durée de **3 heures** avec un **coefficient 3** ;
2. un sujet portant sur **les droits et obligations des détenus**, d'une durée de **2 heures**, avec un **coefficient 2** ;

3. un sujet portant sur l'organisation judiciaire de la Côte d'Ivoire, d'une durée de 3 heures, avec un coefficient 3 ;

Article 10 : Chaque épreuve d'admissibilité est choisie par le jury d'admissibilité parmi une série de sujets proposés par le Directeur Général de l'INFJ.

Les copies des candidats sont corrigées par deux correcteurs au moins et sont affectées d'une note allant de 0 à 20.

Une note égale ou inférieure à 05 sur 20 dans l'une des épreuves est éliminatoire sauf si le jury en décide autrement par une délibération spécialement motivée.

Article 11 : Les résultats d'admissibilité sont proclamés par le jury d'admissibilité et publiés par le Directeur Général de l'INFJ par affichage à l'INFJ et sur son site internet : www.infj.ci.

Article 12 : Seuls les candidats déclarés admissibles subissent l'épreuve orale.

Article 13 : L'épreuve orale d'admission définitive est un exposé sur un sujet de culture générale, présenté devant le jury d'admission suivi d'un entretien avec les membres du jury, après une préparation de 10 minutes. L'exposé et l'entretien durent 20 minutes et la note attribuée est affectée du coefficient 3.

Chaque membre du jury évalue le candidat et lui affecte une note sur 20.

Article 14 : Le jury, après délibération, proclame les résultats d'admission définitive qui sont publiés par le Directeur Général de l'INFJ par affichage à l'INFJ et sur son site internet : www.infj.ci.

Article 15 : En cas de nécessité, le Directeur Général de l'Institut National de Formation Judiciaire peut réaménager les dates prévues dans le cadre de l'organisation et du déroulement des opérations du concours.

Article 16 : Le Directeur Général de l'Institut National de Formation Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire et communiqué partout où besoin sera.

Ampliations :

- SGG
- Cour de Cassation
- Conseil d'État
- MJDH (Cab et DSJRH)
- MFB
- INFJ

01
01
01
02
01
01



Fait à Abidjan, le 09 janvier 2026

[Signature]
Jean Sansan KAMBILE